

AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

2015

Outre-mer

© iStockphoto



développeur d'avenir durables

Un cadre de vie prospère et durable en Outre-mer

Par son engagement en faveur d'un développement à la fois économique, social et environnemental, l'Agence Française de Développement (AFD) s'inscrit pleinement dans les Objectifs de développement durable, adoptés par l'ONU en septembre 2015. Elle finance et soutient des projets qui améliorent concrètement la vie des populations. Dynamisme économique, réduction des inégalités et des vulnérabilités, protection de l'environnement, lutte contre le dérèglement climatique et construction d'infrastructures durables sont au cœur de ses missions dans les Outre-mer et à l'étranger.

UNE PRÉSENCE SUR LE TERRAIN DANS L'ENSEMBLE DES OUTRE-MER

19 % de l'activité du Groupe

190 projets soutenus

1,57 milliard d'euros de financements sur un total Groupe de 8,3 milliards d'euros

QUATRE AXES D'INTERVENTION

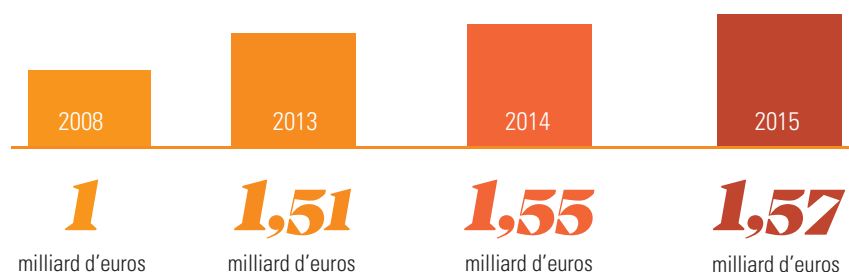
L'appui au
secteur public local

L'habitat et
l'aménagement urbain

Le financement
des entreprises

L'insertion
régionale

LE CAP DU MILLIARD ET DEMI D'ENGAGEMENTS DÉPASSÉ DEPUIS TROIS ANS



Faits
MARQUANTS

Février

Financement de Terre-de-Bas, île de l'archipel des Saintes en Guadeloupe, pour la réhabilitation de sa décharge par le biais d'un préfinancement de ses subventions européennes.

Mars

Réduction de la fracture numérique et développement du très haut débit à La Réunion par un prêt à THD Group (ZEOP), entreprise déjà à l'origine du premier réseau de téléphonie mobile à Madagascar. Raccordement de 80 000 nouveaux logements à la fibre optique d'ici 2018 et doublement de la zone de couverture.

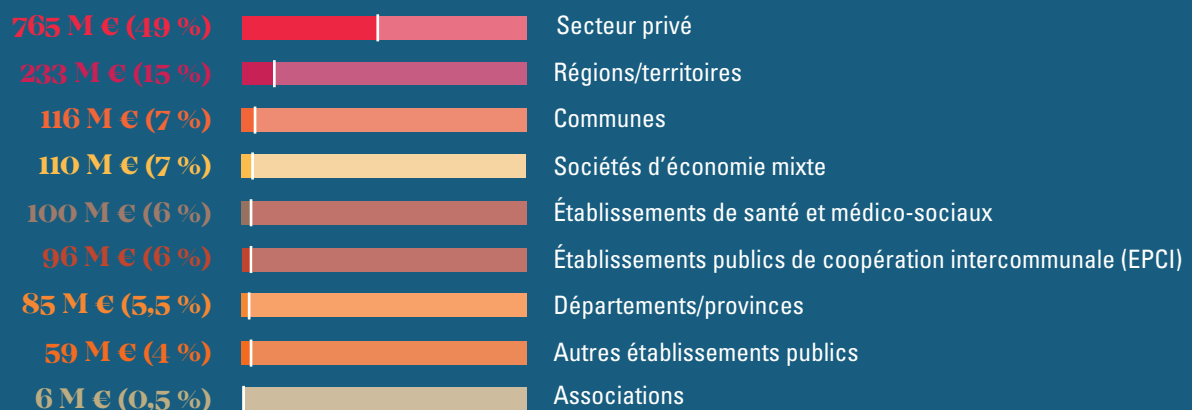
À travers le financement et l'accompagnement des territoires ultramarins

GRÂCE À UNE DIVERSITÉ D'OUTILS FINANCIERS



EN RÉPONSE AUX BESOINS DE DIFFÉRENTS PARTENAIRES

Avec sa large palette d'instruments financiers, son expertise technique et sa production de connaissances, l'AFD répond de manière différenciée à ses partenaires : pouvoirs publics locaux, établissements publics, entreprises et associations. Elle prend une part active au développement des collectivités d'Outre-mer, dont les investissements sont des facteurs importants de croissance et de cohésion sociale. Elle propose des solutions pour favoriser la création d'entreprises, leur croissance, leur compétitivité, et, à travers elles, la création et le maintien d'emplois pérennes.



SUR QUATRE GRANDS SECTEURS



Avec des solutions adaptées aux territoires



NOUVELLE-CALÉDONIE

151 M€
10 %
de l'activité



Appui à la réalisation de deux zones d'aménagement concerté à Dumbéa sur mer et au sein du Parc d'activité nord de Dumbéa (prêt de 21 M€ à la Société d'équipement de la Nouvelle-Calédonie). Ces ZAC accueilleront plus de 6 500 logements (dont 50 % de logements aidés), des écoles, des parcs, une station d'épuration et des activités économiques. Appui à la rénovation de lycées, la construction d'infrastructures routières et aériennes et à la construction et la rénovation de bâtiments administratifs. Plus important prêt budgétaire jamais accordé par l'AFD à la collectivité de Nouvelle-Calédonie (48 M€).

MAYOTTE

37 M€
2,5 %
de l'activité



Soutien du Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte pour le financement du raccordement des eaux usées à la station d'épuration de Baobab à Mamoudzou, et de la construction du réseau de collecte et de traitement des eaux usées sur l'île de Petite Terre et dans les communes de Dzaoudzi Labattoir et Pamandzi (prêt bonifié par l'État de 2,25 M€).

WALLIS-ET-FUTUNA

22 M€
1,5 %
de l'activité



Prêt de 22 M€ à l'agence de santé de Wallis-et-Futuna.

GUYANE

94 M€
6 %
de l'activité



2^e phase de construction d'un institut médico-éducatif à Rémire-Monjoly, grâce à un prêt bonifié par l'État de 2,5 M€ à l'Association pour adultes et jeunes handicapés de Guyane, permettant de passer de 40 à 70 places.

POLYNÉSIE FRANÇAISE

189 M€
12 %
de l'activité



Construction d'infrastructures routières, maritimes, aéroportuaires, de logements sociaux et de défense contre la montée des eaux (prêt au Pays de 25 M€, bonifié par l'État). Prêt de 14,5 M€ à Puna Ora, premier opérateur de logement social privé, pour onze programmes immobiliers à Tahiti et Moorea.

Financements engagés (en millions d'euros), et quelques projets Groupe AFD, 2015.

Mai

Renouvellement des stratégies d'intervention de l'AFD pour chaque territoire afin de contribuer à redynamiser leurs modèles économiques. Les stratégies Réunion, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française ont été adoptées en mai, la Martinique, la Guadeloupe et la Guyane en fin d'année. La stratégie Mayotte sera finalisée en 2016.

Juin

Séminaire régional à Mayotte en partenariat avec l'ADIE et la DIECCTE, pour mieux appréhender le secteur informel et comprendre le rôle de la microfinance dans la lutte contre l'exclusion sociale. Cet événement a réuni les acteurs de la microfinance et de la statistique du Sud-Ouest de l'océan Indien.

Août

Financement d'un expert de haut-niveau auprès de la Communauté du Pacifique sur les questions de changement climatique.

GUADELOUPE, SAINT-MARTIN, SAINT-BARTHÉLEMY

283 M€

**18 %
de l'activité**



Soutien au programme d'investissement 2015 de la Région Guadeloupe (prêt bonifié par l'État de 60 M€), avec en particulier le financement de la déviation de La Boucan, le démarrage des travaux du barrage Moreau et la reconstruction du lycée Baimbridge.

Construction d'un cinéma multiplexe de 10 salles (prêt de 4,1 M€) au sein de la ZAC des Aymes (certifiée ISO 14001) à Pointe-à-Pitre. Ce projet contribue à répondre au besoin d'équipements du département (un écran pour 40 000 habitants, contre un pour 27 000 dans les Outre-mer et un pour 11 000 habitants dans l'Hexagone).

LA RÉUNION

392 M€

**25 %
de l'activité**



Modernisation des équipements du CHU de La Réunion, hôpital de référence pour le territoire réunionnais et de recours pour Mayotte. Ce programme d'investissements de 382 M€ sur la période 2012-2019 est conduit selon une politique énergétique ambitieuse, faisant du CHUR le 1^{er} hôpital de France à recevoir la certification internationale ISO 50001. Trois prêts successifs de l'AFD depuis 2012 pour un montant de 85 M€.

MARTINIQUE

350 M€

**22 %
de l'activité**



Amélioration de l'offre médico-sociale du bassin sud-Atlantique de la Martinique en contribuant à la construction du nouvel EHPAD du Centre hospitalier du François (50 places), (prêt de 5 M€).

Restauration et promotion du patrimoine naturel martiniquais (création d'un pavillon pédagogique au Morne Rouge, réfection et aménagement du local d'accueil de la forêt Vatable et réhabilitation du jardin botanique de Saint-Pierre), par le biais d'un prêt de 783 000 € au Parc naturel régional de Martinique.

TERRES AUSTRALES ET ANTARCTIQUES FRANÇAISES

50 M€

**3 %
de l'activité**



Contribution à la construction d'un nouveau navire logistique polaire (prêt bonifié par l'État de 50 M€ à la collectivité territoriale des Terres australes et antarctiques françaises). Ce bateau participera à la surveillance des pêches et à la préservation de la biodiversité halieutique sur toute la zone économique exclusive ; il assurera le ravitaillement des bases polaires françaises et la desserte logistique de la Terre Adélie, qui abrite des équipes de chercheurs sur la biodiversité et les changements climatiques.

SAINT-PIERRE-ET- MIQUELON

0,1 million d'euros



Octobre

Conférence AFD-CEROM sur
« Les enjeux climatiques et
énergétiques dans les Outre-mer
et les petits États insulaires ».

Novembre

Séminaire en Martinique sur les bonnes pratiques
de gestion, occasion pour les élus et les cadres
des collectivités locales d'échanger sur la situation
financière des collectivités locales et de partager
les bonnes pratiques.

Décembre

Nouvel essor à la collaboration hospitalière
entre la Guyane française et le Suriname avec
la signature d'un mémorandum d'entente, fixant
un programme d'activités pour quatre ans.

Institution financière publique, l'Agence Française de Développement (AFD) agit depuis soixante-quinze ans dans plus de 90 pays et dans les Outre-mer, où elle promeut de nouveaux modèles de développement, plus résilients, moins émissifs et mieux à même de répondre aux aspirations économiques et sociales des populations.

Dans la droite ligne des Objectifs de développement durable, son action vise à :

- transformer le développement économique en progrès social pour tous,
- intégrer l'environnement au cœur des modèles de croissance,
- développer harmonieusement les territoires.

Grâce à son expertise et à l'engagement de ses 1 837 collaborateurs, l'AFD finance et accompagne des projets portés par l'ensemble des acteurs du développement, publics et privés. Elle participe également au dialogue sur les politiques publiques qui permettent de définir de nouvelles trajectoires de développement.

Les partenariats et l'innovation sont au cœur de son action, qui s'articule autour :

- de financements,
- d'un partage de savoir-faire et d'expertise,
- de travaux de recherche et d'une participation aux débats internationaux.

Agence Française de Développement



Tél. : +33 1 53 44 31 31 - Fax : +33 1 44 87 99 39
5, rue Roland Barthes - 75598 Paris Cedex 12
France
www.afd.fr



PEFC® C100012

Cette publication a été imprimée dans le respect de l'environnement avec des encres végétales et sur du papier PEFC™ (gestion durable des forêts).